



Quels outils Internet pour notre Fédération ?

L'Unité 35
Le journal des socialistes d'Ille-et-Vilaine

Vous êtes ici: [Accueil](#) » [Rubriques](#) » [Vie Fédérale](#)

Vie Fédérale

15.12.2006
L'Ille-et-Vilaine a choisi Ségolène

Cet article aurait pu s'intituler : chronique d'une victoire de la démocratie au sein du PS, tant les événements que nous venons de vivre l'attestent.

En novembre 2005 à l'issue du congrès du Mans, François Hollande réussit la synthèse entre les cinq motions soumises au vote des militants (déjà 91,28 % de participation en Ille-et-Vilaine) : une bonne base de départ pour notre projet.

En ce début 2006, la direction nationale organise les Etats Généraux du Projet. Rennes accueillera le 8 avril près de 1 000 participants à l'une des huit étapes thématiques, consacrée aux questions d'Egalité sociale et de solidarité entre générations. Les sections s'emparent du débat, élaborent des contributions écrites.

La campagne d'adhésion
Le 9 mars, une campagne d'adhésion... «vous voulez battre la droite du projet ?»... première...

Dossier

- Vie Fédérale :**
En Ille-et-Vilaine, ça change fort depuis 2004. p. 2
Les enjeux énergétiques, une question globale. p. 3
Edito : p. 3
Dossier :
Quels outils Internet pour notre Fédération ? pp. 4 et 5
Vu/Entendu : pp. 6 et 7
Notre histoire :
De 1965 à 2007, les grands moments de l'élection présidentielle. p. 6
Le monde autour de nous :
Premier Café Ségolène en Ille-et-Vilaine. p. 7
La vie des sections :
La section de Vitré. p. 8

En Ille-et-Vilaine, ça change fort depuis 2004. p.2



ça change fort depuis 2004

Le vendredi 1^{er} décembre, les membres du Conseil Fédéral et les secrétaires de section se sont réunis à Chartres-de-Bretagne pour débattre avec Jean-Louis Tourenne du bilan des socialistes au Conseil Général. Un symbole, puisque c'est à Bruz que s'était tenu le dernier meeting de la campagne cantonale de 2004 qui a vu la gauche conquérir le département d'Ile-et-Vilaine.

En préliminaire, le Président du Conseil Général a fait trois constats. D'une part, le nombre d'enfants des classes populaires à accéder à l'université a baissé depuis une vingtaine d'années. D'autre part, près de deux millions d'enfants, selon l'OMS, vivent sous le seuil de pauvreté. Enfin, alors même que le gouvernement Jospin avait créé 1,5 million d'emplois, Raffarin et de Villepin ont creusé les déficits budgétaires pour un maigre résultat de 145 000 emplois créés. Ces dures réalités démontrent combien la droite ne répond pas à «une société qui sécrète la misère et qui frappe des générations entières».

«Inventer des moyens nouveaux d'intervention, tel était le sens du programme rédigé en 2003 par les militants et sympathisants socialistes pour les élections de l'année suivante» a rappelé Jean-Louis Tourenne : «apporter notre contribution à une société plus harmonieuse pour que chacun puisse s'insérer». Il a alors évoqué les orientations adoptées par les socialistes pour atteindre ces objectifs.

L'emploi et le développement économique.

A une période où l'Ile-et-Vilaine connaissait les délocalisations, notamment de ST Microélectronics, «la nouvelle majorité du Conseil Général s'est appuyée sur trois convictions : créer de l'emploi à travers la promotion des atouts du territoire départemental, soutenir et investir dans la recherche pour préparer l'avenir ; aider l'agriculture à relever ses nouveaux défis ; renforcer l'économie sociale et solidaire afin d'entreprendre autrement».

Déjà inscrits au bilan : un taux de chômage ramené à 6,6% contre une moyenne nationale à 8,8%. 600 emplois jeunes pérennisés dans le secteur associatif. Près de 7 700 emplois créés entre 2004 et 2005 et un solde positif en 2006 malgré la dégradation dans le secteur automobile. L'intégration de Kerlann à la technopole Rennes Atalante, l'implantation de l'Agrobiopole à Fougères, l'Institut Maupertuis, les soutiens au CNRS à Beaulieu et aux pôles de compétitivité illustrent l'architecture de l'aménagement du territoire et l'implication des conseillers généraux

socialistes dans la recherche (3,5 millions d'euros en 2006 contre 500 000 en 2003 !). Les aides en direction de l'agriculture ont été doublées : 1,9 million d'euros en 2006 contre 950 000 en 2004.

Accueillir davantage et offrir les meilleures chances.

«Quand un enfant accuse déjà en maternelle un déficit de vocabulaire, l'écart va s'accroître en primaire et au collège». Face aux inégalités qui apparaissent dès la naissance, Jean-Louis Tourenne a décidé avec la majorité de gauche du Conseil Général de porter leurs efforts en faveur des familles défavorisées et de mener une politique à destination de la famille : «multiplication par 7 des crédits d'accueil à la petite enfance pour répondre au pari que tout enfant maîtrise le langage en maternelle à trois ans». Parmi les multiples chantiers mis en œuvre depuis 2004, il a cité la promotion des structures de garde collective, l'examen médico-social des enfants de 4 ans, la démocratisation de l'accès à la culture, aux sports. Outre l'augmentation de 29% des crédits affectés aux collèges, le Président du Conseil Général a insisté sur le plan Ordi 35. «Pour lutter contre la fracture numérique et ouvrir l'accès à la plus grande bibliothèque du monde, le Conseil Général d'Ile-et-Vilaine prête un ordinateur portable à chaque élève de troisième. En dix ans, 120 000 enfants auront ainsi acquis l'usage de l'informatique». Faut-il rappeler que la droite s'était opposée à cette décision du début de mandat ?

La solidarité au cœur du développement.

Jean-Louis Tourenne a mis en exergue cette «philosophie pour que personne ne reste sur le bas-côté». C'est en instaurant la solidarité au cœur du développement (titre du projet socialiste de 2004), que la nouvelle majorité a entendu préserver la cohésion sociale et territoriale.

1,9 million d'euros sont consacrés chaque année aux services d'aide au maintien des personnes âgées à domicile. Parallèlement, «les socialistes ont décidé et budgété la création de 2 275 lits à l'horizon 2010 en établissement pour des personnes dépendantes, mais la droite gouvernementale bloque le processus en n'autorisant que 8 nouvelles places par an ! [3 700 demandes en 2006]» En plus des crédits affectés à l'autonomie des personnes handicapées dans la vie quotidienne et leur insertion sociale (près de 10 millions d'euros), et pour compléter le premier schéma Handicap 35, le Président du Conseil Général a souligné la création de 647 nouvelles places dans les foyers et autres maisons d'accueil.

L'équilibre des territoires

D'emblée, Jean-Louis Tourenne a rappelé son souci de 2004 «d'en finir avec l'éternel antagonisme encouragé par l'ancienne majorité de droite entre la ville et la campagne». Il a mis l'accent sur les pôles d'équilibre et les pôles relais qui permettent de diffuser la croissance, «donner plus aujourd'hui à ceux qui en recevaient moins avant favorise les synergies». C'est ainsi que cent millions sont accordés aux contrats de territoires sur quatre ans, pour accompagner les communes dans leur développement.

L'aménagement du territoire concerne également le logement. Le Président du Conseil Général a rappelé que «près de 60% des revenus d'un smicard passait dans un loyer du secteur privé et que près de 17 000 demandes étaient insatisfaites dans le logement social en 2004». Alors que la droite n'en construisait que 900 par an, 1 850 logements sont sortis de terre en 2005 et 2 600 servis en 2006, voilà un sérieux bilan au crédit de la nouvelle majorité socialiste !

En matière de transport collectif, les socialistes ont augmenté le budget de 60% (16 millions d'euros par an) tout en abaissant les coûts pour l'utilisateur (1,5 € pour un déplacement Dinard-Rennes avec abonnement). Jean-Louis Tourenne a mentionné également le fait que 101 cars roulaient désormais au biodiesel, tout en favorisant sur le département l'ensemble de la filière production du colza et transformation en carburant.

Le débat entre le Conseil Fédéral, les secrétaires de section et les conseillers généraux socialistes a abordé la lisibilité par les habitants d'une véritable politique de gauche conduite en Ile-et-Vilaine, les questions d'assainissement et les mises aux normes européennes, les désengagements de l'Etat décidés par la droite grevant ainsi les Départements. Néanmoins, Jean-Louis Tourenne a indiqué que les finances du Conseil Général étaient saines. En termes de fiscalité sur les ménages, notre département figure au 71^e rang. Le Président du Conseil Général a insisté sur le caractère redistributif de l'impôt : en demandant un euro par mois et par habitant au titre de la taxe d'habitation et aux entreprises, c'est toute cette politique de solidarité au cœur du développement qui est mise en œuvre depuis 2004, avec une cible privilégiée : les familles et les catégories sociales défavorisées. Cette réunion a démontré combien les socialistes et la majorité de gauche travaillent pour que ça change fort en Ile-et-Vilaine !

Jean-Pierre Leborgne

LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES, UNE QUESTION GLOBALE

Une réunion fédérale sur l'énergie a eu lieu en décembre. Stéphane Brosillon, maître de conférences en Génie des Procédés de l'Environnement et militant à la section Rennes Centre, a introduit les travaux.

En moins d'un siècle, le développement industriel a complètement bouleversé la situation énergétique mondiale. La consommation d'énergie n'est pas une fin en soi mais permet de répondre aux besoins essentiels des hommes. L'accès à une énergie sûre et bon marché est l'enjeu de batailles violentes pour l'argent, le pouvoir, et le développement économique. Les rentes obtenues par les multinationales du pétrole s'élèvent à plus de 500 milliards d'euros/an. De plus il existe au niveau mondial un lien fort et complexe entre développement économique et consommation d'énergie, où les inégalités dans la consommation d'énergie sont à l'image des inégalités des répartitions des richesses. La sécurité d'approvisionnement en énergie reste une préoccupation de tous les Etats tant l'activité économique et la puissance militaire sont dépendantes de l'accès à l'énergie.

La consommation mondiale d'énergie est fortement marquée par les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) puisqu'elles représentent aux alentours de 90 % de la consommation primaire d'énergie. Le développement rapide des transports s'est appuyé sur un pétrole abondant et bon marché et explique, aujourd'hui en partie, la rigidité du secteur de l'énergie. Le transport constitue le principal verrou de la situation énergétique mondiale et reste un sujet politique sensible, cependant dans une perspective de développement durable il est impossible d'échapper à une modification profonde des modes de transport.

Analyse comparée des types d'énergie

Face aux pénuries annoncées de pétrole, il semble inévitable de voir changer la façon de consommer de l'énergie, pour faire place aux énergies alternatives, or c'est loin d'être le cas. Les énergies renouvelables ne se développeront que s'il y a une volonté politique forte, car elles sont encore chères et absorbent des capitaux alors que les énergies fossiles sont « bon marché », génèrent des profits importants et attirent les capitaux. Les énergies renouvelables présentent l'avantage important de générer peu d'effets négatifs sur l'environnement et la société mais sont des énergies de flux (éolien, solaire) qui ne sont pas toujours disponibles alors que la demande est constante. Dans tous les cas, les énergies renouvelables ne pourront pas répondre aux demandes croissantes d'énergie et cela pose la question de la place du nucléaire. Les questions énergétiques vont au delà des questions économiques puisqu'une des conséquences principales de la consommation d'énergie fossile est le rejet de gaz à effet de serre qui sont responsables du réchauffement climatique avec des conséquences fort problématiques pour l'environnement et la société.

Face à cette situation, l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'exploitation de « gisement » d'économie doit être une priorité internationale, nationale et locale. La question énergétique soulève conjointement le problème de notre modèle de développement économique et de la satisfaction de nos besoins essentiels.

Stéphane Brosillon



Par Frédéric BOURCIER
Premier Secrétaire Fédéral

Pour l'excellence environnementale en France

Ségolène Royal a placé l'excellence environnementale au cœur de son programme. Elle placera le développement durable au cœur de son action. « La France doit devenir exemplaire sur ce sujet » a-t-elle signifié à Rennes en juin 2006. Dans sa réponse à Nicolas Hulot à la suite de la signature de son pacte écologique, on dénombre plusieurs dizaines de propositions très concrètes.

- **Nous devons passer à une logique de durabilité** avec l'écoconception pour tous les produits et développer les labels de qualité environnementale et sociale. Nous interdirons progressivement la production et la commercialisation des appareils électroménagers des classes énergétiques les plus consommatrices. Nous engagerons un plan de réduction des déchets à la source associé au recyclage.

- **Nous devons économiser l'énergie dans l'habitat et le tertiaire** en réhabilitant l'habitat ancien, en imposant la norme HQE dans la totalité du parc immobilier public.

- **Des mesures accompagnant la taxation des carburants seront prises pour décourager les usages de l'énergie qui sont les moins performants ou les plus polluants.** En complément, il faudra encourager et inciter les bonnes pratiques : production d'énergie par les agriculteurs, maintien des tarifs de rachat garantis pour l'électricité produite à partir de solutions renouvelables, subventions aux chauffe-eau solaires, chauffage bois et planchers solaires, détaxation des biocarburants de deuxième génération.

- **Enfin, nous devons réorienter les crédits de recherche** vers une logique en agriculture de préservation de l'environnement et de qualité des produits et une approche pluridisciplinaire pour lier santé et environnement pour mieux guider les politiques publiques.

Certains insinuent que notre candidate ne dit ni ne propose rien...

Quels outils Intern

Notre fédération a été l'une des premières de ce qui était alors un tout nouvel

La campagne du référendum européen aura servi de leçon à plusieurs titres. Elle aura notamment permis au PS de se persuader de l'importance du rôle des outils de l'Internet. Envois massifs d'argumentaires dans des délais très courts et à de très nombreuses personnes, mise en ligne de vidéos servant ou desservant des candidats, «buzz» (rumeurs) qui circulent et finissent par être repris par les médias «traditionnels» (presse, radio, télévision) : nous avons tous de tels exemples en mémoire.

Les prochaines campagnes ne se feront pas que sur Internet, mais elles se feront par ce média, bien plus qu'on ne le croit encore aujourd'hui.

A l'UMP, on achète

L'UMP s'est déjà lancée dans la course avec des moyens considérables. Sa stratégie repose sur l'achat : celui de fichiers d'adresses électroniques pour l'envoi massif de mails non désirés ; et celui de mots-clés sur des moteurs de recherche. Tapez «Ségolène» dans Google, et vous vous verrez proposer un débat avec Nicolas Sarkozy où la consultation du député UMP classé «le plus actif de France» !

Le PS ne souhaite pas déroger à ses valeurs et à une certaine éthique et ne suivra pas l'UMP sur ce terrain.

PS : les cybermilitants.

En 2002, notre parti avait consacré 387 000 euros à sa stratégie Internet ; cette somme sera nettement réévaluée pour 2007. D'ores et déjà a été mis en place un nouveau site, qui renvoie sur de nombreux blogs internes et externes au parti. L'Hebdo des Socialistes est également en ligne. Et Vincent Feltesse, le secrétaire national en charge des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), souhaite «lever une armée de militants numériques» pour battre le pavé virtuel.

A son niveau, notre fédération travaille à la présence et à l'action du parti sur Internet.

Dossier réalisé par Marine Clabé.

Un site riche et mis à jour.

Grâce à son permanent, Jean-Pierre Leborgne, qui y a consacré beaucoup de temps et d'enthousiasme, la fédération a été dotée d'un site internet très riche et régulièrement tenu à jour – l'une des conditions essentielles à une présence utile sur internet.

L'évolution des capacités et des techniques mènent les utilisateurs à attendre toujours plus : Internet a beaucoup évolué en une dizaine d'années. C'est pourquoi une réflexion est largement engagée sur la refonte du site Internet de la fédération : c'est au programme des tout prochains mois.

Le site sera plus simple à trouver sur le net grâce à sa prochaine adresse plus intuitive : www.ps35.org.

<http://unite.ps35.org>

L'Unité 35 était déjà consultable sur Internet sur le site de la Fédération, en format pdf, c'est-à-dire identique à la version papier que vous avez entre les mains.

Désormais, suivant l'exemple de l'Hebdo des Socialistes, les articles seront en plein texte. Une foule d'avantages à cela : tout d'abord, une navigation plus simple, et un meilleur référencement sur les moteurs de recherche. Vous pourrez envoyer à vos amis des liens directs vers un article, voire copier-coller le texte que vous souhaitez leur adresser. Enfin, vous pourrez

lire dans leur intégralité les articles des rédacteurs qui se voient régulièrement contraints de retoucher leurs contributions («trop long, on n'a pas la place»).

Des blogs de section.

Les études démontrent que les internautes ne souhaitent pas forcément consulter

les sites «institutionnels». C'est pourquoi il est important que le message socialiste soit relayé par d'autres vecteurs. Notre candidate a mis en place un réseau parallèle au parti ; et les blogs de Désirs d'Avenir sont fréquentés et alimentés par des gens qui n'ont pas une grande pratique d'Internet, mais qui veulent participer.

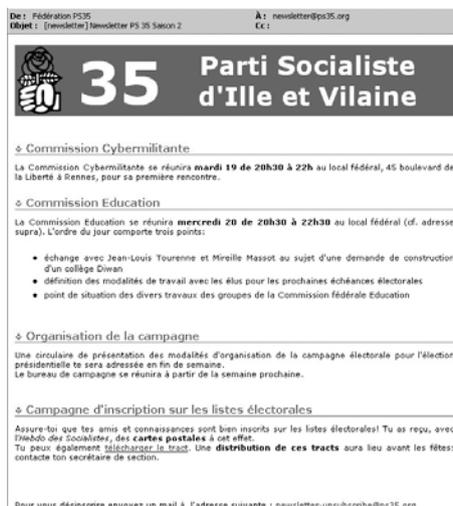
C'est vers cela que nous devons tendre aussi. C'est pourquoi nous faciliterons la création des blogs des sections qui le souhaiteront.

La newsletter fédérale.

Si l'UMP achète des adresses à tout-va, le PS prend soin de n'utiliser que celles qui lui sont communiquées volontairement. C'est ainsi que notre fédération peut utiliser les mails de 1729 militants d'Ille-et-Vilaine. Chaque semaine, à l'issue de la réunion des secrétaires fédéraux, nous vous adressons une lettre d'information. L'agenda et les informations importantes de notre fédération vous parviennent plus rapidement, et donc plus efficacement, que par L'Unité 35 qui est mensuel. Si vous avez une adresse mail et que vous ne recevez pas la newsletter fédé-



Le site de la fédération d'Ille-et-Vilaine



Signes électorales : Internet pour notre fédération ?

Adresses à saisir l'intérêt Outil : Internet.

Si vous avez une adresse e-mail personnelle, contactez Jean-Pierre à la fédération (fede35@parti-socialiste.fr)

Ces adresses nous serviront également pour vous solliciter ponctuellement lors de la campagne.

Une Commission de cybermilitants.

La Fédération a souhaité instaurer une commission spécifique pour son action sur internet. Le 19 décembre, autour du délégué fédéral aux NTIC, Laurent Langlais, se sont réunis une vingtaine de militants : des blogueurs aguerris, des usagers avertis, des militants venus pour s'informer et se former. Lors de cette réunion, des profils de cybermilitants ont été esquissés. Chacun peut participer, car toutes les activités de cybermilitantisme ne requièrent pas des connaissances techniques avancées : c'est le temps ou la régularité qui prime. C'est sur cette base que nous vous proposons de rejoindre l'une des «tribus» cybermilitantes : celle des colleurs d'affiches, des veilleurs, des mondains ou des stratèges, parmi d'autres. Le tableau ci-contre indique les grandes lignes de chaque profil. Pour vous inscrire, adressez un mail à tic@ps35.org.

Internet solidaire.

En juillet 2006, le PS a signé un partenariat avec FON, une communauté de partage de l'Internet. Partie d'Espagne, cette initiative consiste à accepter de partager la bande passante de sa connexion à Internet avec d'autres membres de la communauté Fon. En échange, lorsque nous sommes en déplacement, nous pouvons bénéficier de la bande passante d'un autre membre de la communauté Fon, et donc nous connecter gratuitement à Internet.

Courant janvier, la Fédération commencera à partager sa bande passante par wifi. Les militants pourront aussi se connecter à internet sans fil au local fédéral, soit avec leurs ordinateurs portables, soit avec ceux que la fédération met à leur disposition dans le cadre de leur formation et des activités cybermilitantes.

Appellation	Rôle	Compétences Technicité	Temps	Régularité
Colleurs d'affiches	Réponses aux sondages en ligne, copier/coller argumentaires, envoyer Infos (ex. réunions, meeting) sur sites d'infos.	*	*	*
Tchatteurs	Intervenir quotidiennement sur des forums de discussion et des blogs.	*	**	***
Veilleurs	Surveiller quotidiennement quelques sites web.	*	***	***
Bricoleurs Créateurs	Donner des conseils techniques, construire des outils, réaliser des animations...	***	*	*
Mondains	Faire remonter des contacts de son carnet d'adresses.	*	**	*
Pédagogues	Assurer une formation de militants.	**	**	*
Stratèges	Élaborer des stratégies d'action sur le web.	**	***	*



Glossaire

Site web ou site Internet : ensemble de pages reliées entre elles par des liens et mises en ligne à une adresse web.

Blog : mot dérivé de *web log* (carnet de bord web), à l'origine journal personnel en ligne. Aujourd'hui type particulier de site constitué d'articles mis en ligne chronologiquement, sur lesquels chaque lecteur peut apporter des commentaires. Le blog est basé sur la réactivité.

Spam : en québécois *pourriel*, ce terme désigne les communications électroniques massives, notamment de courriers électroniques, non sollicitées par les destinataires, à des fins publicitaires ou malhonnêtes. Mode de communication courant de l'UMP.

Référencement : ensemble des techniques qui permettent d'inscrire un site dans les moteurs de recherche ou dans les annuaires. Le référencement est une des principales sources de création de trafic sur un site car il permet aux internautes d'accéder à un site sans connaître son adresse. L'afflux principal provient des moteurs de recherche, mais nombre de visiteurs passent également par des annuaires.

Un bon positionnement du site dans les moteurs de recherche (c'est-à-dire dans les premières réponses) suppose l'utilisation d'un certain nombre de techniques (choix de mots-clés, multiplication des liens vers des sites partenaires, voire création de sites-miroir...).

De 1965 à 2007, les grands moments de l'élection présidentielle

LA RÉGION SOLIDAIRE.
200 000 personnes bénéficieront d'une offre de transport à prix réduit.

A compter de mars, la carte Actuel donnera droit à 75% de réduction sur l'ensemble du réseau TER. Cette offre solidaire s'adresse aux publics en difficulté : demandeurs d'emploi indemnisés en dessous de 80% du SMIC, bénéficiaires de minima sociaux (Rmistes, adultes handicapés...), personnes en parcours d'insertion (contrats aidés, apprentis...).

Le titre Actuel Emploi sera accessible aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, qui pourront ainsi voyager gratuitement en train pour tout motif lié à leur recherche d'emploi (entretien d'embauche, journée d'essai, concours, VAE...).

DISTRIBUTION DE FROMAGES.
Les rats quittent le navire.

Chirac et son gouvernement se préparent pour «la France d'après» (eux). En trois mois, ce sont ainsi deux députés UMP – un de Paris et un autre de la Manche – qui sont nommés à la Cour des Comptes.

Triple bénéfice : Chirac récompense ses affidés en les nommant à des postes-clés, d'où, n'en doutons pas, ils veilleront au bien commun, mais davantage à celui de la Chiraquie, et du même coup des circonscriptions sont libérées pour les futurs ex-ministres.

CHIRAC SERAIT-IL DE GAUCHE ?
Toujours, avant les élections...

A quatre mois de la fin de son mandat, le Président vient à la fois de redécouvrir ses engagements préélectoraux et de découvrir un objectif porté depuis longtemps par Marie-Noëlle Lienemann : le droit dit «opposable» au logement, inscrit dans la Constitution et qui permettrait à toute personne ne pouvant trouver un logement de se retourner vers les autorités. Reste à déterminer lesquelles ; mais nous avons tous hâte que le maire de la ville de Neuilly, avec ses 2% de logements sociaux, se saisisse du problème...

Dans le numéro de L'Unité de décembre 2006, nous avons entrepris de retracer les étapes de l'actualité présidentielle de 1965 à 2007. En décembre 1965, François Mitterrand, candidat unique de la gauche a mis de Gaulle en ballottage au premier tour obtenant 32% des suffrages. Le soir du second tour avec 45% des voix, il devient l'incontestable leader de la gauche française.

2. 1974 : aux portes du pouvoir.

Les dix années qui séparent 1965 de 1974 font partie de ces périodes où l'Histoire s'accélère, alternant périodes d'euphorie et tristes retours à la réalité.



28 avril 1974, meeting de Rennes

Aux élections législatives de 1967, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) animée par son leader à la stature présidentielle rafle 121 sièges à l'Assemblée nationale et près de 20% des voix à l'échelon national.

Surviennent les événements de mai 1968, la contestation étudiante, le vaste mouvement de grève qui bloque une bonne partie du pays.

De Gaulle, isolé, vacille puis s'envole pour Baden-Baden afin de mesurer l'état d'esprit de l'armée. Il en revient, ragaillard. Les gaullistes montent la contre-manifestation du 30 mai ; l'Assemblée nationale est dissoute. Pompidou, le Premier ministre, rafle la mise : les gaullistes emportent 360 sièges sur 485. Pierre Mendès-France lui-même perd son siège gagné l'année précédente à Grenoble.

Tout est à refaire !

Après la démission de de Gaulle, le second tour de la présidentielle 1969 oppose selon la célèbre formule «blanc bonnet et bonnet blanc», Pompidou au Président du Sénat, Poher. Gaston Defferre, le candidat socialiste n'a pas dépassé les 5% !

Le génie politique de Mitterrand allait pour tant donner sa pleine mesure à partir des années 70.

Premier coup de maître : le congrès d'Epinay-sur-Seine du Parti Socialiste (11, 12, 13 juin 1971) où il participe au titre de la Convention des Institutions Républicaines.

Jean-Pierre Chevènement qui avait collaboré à la première campagne présidentielle de 1965, a souvent raconté la prise de pouvoir mitterrandienne. L'alliance Mollet-Savary-Poperen se trouve à égalité avec 45% des mandats avec le tandem Mauroy-Defferre. En position charnière, les jeunes du CERES avec 8,5% des mandats. «Nous voulions faire adopter le principe

d'un programme commun de la gauche avec un parti socialiste fort allié au P.C.».

Mitterrand, fidèle à sa démarche unitaire de 1965, adhère à cette stratégie, enflamme le Congrès, devient Premier Secrétaire et n'a de cesse d'aboutir à la conclusion du programme commun de gouvernement mis au point en juin 1972 avec les alliés communistes et radicaux de gauche.

Dès les élections législatives de 1973, le PS avec 20% des suffrages dépasse de 2 points le PC.

Le 2 avril 1974, Pompidou, frappé par la maladie depuis de longs mois, décède. La campagne présidentielle s'annonce plutôt favorable pour le candidat unique de la gauche : «La seule idée de la droite est de garder le pouvoir. Mon premier projet est de vous le rendre» assène-t-il à Giscard et à Chaban-Delmas, ses deux principaux concurrents de droite.

Le 5 mai, au premier tour, Mitterrand obtient 43,26% des suffrages, mais Giscard avec 32,6% peut compter sur les 15% obtenus par Chaban et les 3% de Royer.

Un duel télévisé (le soir du 10 mai !) marque la campagne du second tour.

Le 19 mai, les comptes sont serrés : 12 980 000 voix (49,19%) pour Mitterrand, 13 396 600 (50,81%) pour Giscard.

Pour 400 000 voix, la gauche reste aux portes du pouvoir. «Ce sera pour la prochaine fois», confie Mitterrand à des proches...

Michel BIHAN

Le monde autour de nous

Le premier Café Ségolène en Ile-et-Vilaine

Vu/Entendu

Le Café Ségolène organisé par Désirs d'Avenir 35 sur le thème «Les produits bio sont-ils trop chers ? Comment les rendre accessibles à tous ?» a ouvert la campagne des débats participatifs en Ile-et-Vilaine, le jeudi 28 décembre au café «Le Scaramouche» à Rennes.

Bravant le froid, plus de 40 personnes se sont retrouvées à 18 h 30 pour débattre sur ce sujet, manifestant ainsi leur désir de participer à la construction du projet présidentiel de Ségolène Royal.

A l'invitation de Désirs d'Avenir 35 et du Parti Socialiste, des citoyens sont venus là, simplement pour participer et faire entendre leur témoignage ou leurs idées.

La réunion a débuté par une information générale sur le principe et l'intérêt des débats participatifs tels que les propose notre candidate à l'élection présidentielle.

La finalité de ces échanges se situe à quatre niveaux :

traintes ; le but de ce préambule étant de permettre à chacun de mieux appréhender le thème de la réunion.

Ces divers éléments apportés ont permis de mettre en relief la transversalité du sujet, à savoir le lien avec l'environnement mais également avec les problèmes de pouvoir d'achat trop faible.

Les participants ont pu faire part de leur expérience personnelle, de leurs connaissances, de leurs suggestions.

Le consensus sur l'intérêt de consommer des produits bio s'est fait rapidement, le plus difficile étant bien entendu de trouver comment permettre à chacun d'en bénéficier.

A l'issue du débat, plusieurs pistes de réflexion et des propositions ont pu être dégagées, notamment la nécessité d'une prise de conscience du rapport entre santé et économie. Pour cela, des études sérieuses doivent être menées sur les conséquences, en termes de santé pu-

blique, de l'utilisation des produits chimiques dans l'agriculture conventionnelle.

D'autre part, les participants ont insisté sur le fait de faire respecter le principe du pollueur-payeur, d'aller vers un rééquilibrage des aides publiques entre agriculture conventionnelle et agriculture bio, de sensibiliser aux produits bio les futurs citoyens que sont les enfants et ce, dès la maternelle et tout au long de la scolarité.

Le débat s'est achevé vers 20 h 45 et les participants ont fait part de leur satisfaction d'avoir pu participer à un débat qui contribuera à la construction du projet présidentiel.

Rendez-vous a été pris pour les quatre samedis de janvier de 15 heures à 17 heures dans le même café et pour les nombreux autres débats participatifs qui vont avoir lieu en Ile-et-Vilaine d'ici la fin du mois de janvier.

Anabel MARIE,

Coordinatrice de Désirs d'Avenir 35

**POUR
DES INFORMATIONS
POSITIVES.**

**Une autre façon d'informer pour
lutter contre la sinistrose.**

Il est bien connu que les gens heureux n'ont pas d'histoire. C'est sans doute pour cette raison que les médias développent davantage les informations portant sur des drames, catastrophes et autres malheurs de la vie quotidienne.

Pourtant, des expériences positives, des solutions existent. Nous informer pour contribuer à l'émergence d'un monde plus responsable, durable, humain et joyeux, voilà le défi que s'est lancé Graines de Changement, une agence d'information qui a pour mission de partir en quête des «entrepreneurs du meilleur», ceux qui se sont donné pour rôle de transformer positivement leur société, leur entreprise, leur vie. Retrouvez ces nouvelles positives sur www.grainesdechangement.com.

**SOUPE POPULAIRE
À LA GRIMACE.**

La soupe au cochon n'est pas discriminatoire, a tranché la justice.

Le tribunal administratif de Paris, contre la demande du Conseil de Paris et l'avis du préfet, autorise l'association Solidarité des Français, proche de l'association d'extrême-droite Identitaires, à poursuivre ses distributions de soupe au cochon. Quoi qu'en disent les irréductibles de ces associations, il apparaît clairement que le but premier de cette initiative n'est pas de venir en aide aux plus démunis mais bien d'adresser un message politique : «Le cochon est un symbole européen, que cela plaise ou non», insiste Robert Spieler, ex-député FN, président d'Alsace d'abord, champion de la soupe au cochon et à la saucisse. Le coq gaulois aussi est un symbole, une soupe au poulet rassemblerait tout le monde...



— faire connaître le projet socialiste, les propositions de Ségolène Royal et préparer le projet présidentiel ;

— faire venir à la politique des gens qui en sont éloignés ;

— identifier les priorités des Français et les problèmes tels qu'ils se posent ;

— faire émerger les idées nouvelles et les propositions créatives.

Pour que l'investissement des participants soit efficace et productif, l'animation thématique a été confiée à Joël Sallent et à Eric Dubois-Geoffroy ; un compte-rendu a été rédigé à partir des notes de Vanessa Lemazurier et de Yann Houédry, puis communiqué aux personnes présentes et transmis à l'équipe de campagne nationale pour faire l'objet d'une synthèse avec les autres travaux menés sur tout le territoire.

La séance de travail a réellement débuté par une intervention de Yann Jaffré, représentant de Agrobio 35, venu présenter l'agriculture biologique, son fonctionnement et ses con-

La section de Vitré

La ténacité va payer

Le flux des nouveaux adhérents au PS n'a pas contourné, fort heureusement, le Pays de Vitré : de 21, la section est passée à 54 militants en 2006 sur les territoires d'Argentré-du-Plessis, Châteauaubourg et Vitré.

La gauche s'est toujours battue dans ce secteur géographique avec constance face à une droite dominatrice représentée par la famille Méhaignerie. Entre 1945 à aujourd'hui, le père, Alexis, et le fils, Pierre ont occupé les fonctions de député pendant 57 ans avec un seul intermède favorable à un gaulliste entre 1968 et 1973.

Toujours à la pointe du combat, Jacques Crochet fut, avec Jim Giner, l'indéfectible trésorier; à l'origine de la création de la section. «La candidature de François Mitterrand à la présidentielle de 1965 a été le détonateur» raconte-t-il. «A l'époque, c'était encore la SFIO et il n'existait plus que 3 sections en Ille-et-Vilaine : La Guerche, animée par une grande figure socialiste, Guy Gerbaud et Rennes. C'est là que j'ai fait la connaissance d'Edmond Hervé».

Sur Vitré, une poignée de militants décidés ont entrepris de lutter en faveur de l'école publique : 20 des 22 communes des deux cantons vitréens n'en possédaient pas ! Quarante ans plus tard, Etreilles (2500 habitants) est toujours dans ce cas. Au dernier conseil municipal de 2006, le 14 décembre, le maire de la commune s'est contenté d'apporter l'information de l'Inspection Académique créant deux postes d'enseignants afin d'accueillir les 38 enfants prêts à redonner vie à l'ancienne école. Quels moyens matériels seront mis à disposition ? Quels travaux vont être entrepris ? Les parents d'élèves venus s'informer au conseil n'ont pas eu le droit au moindre débat ni à la moindre question !

Les premiers fruits électoraux

L'accompagnement des luttes sociales contre les suppressions d'emploi chez Noël, FAO, Coudemil et pour le respect des libertés syndicales, combat toujours d'actualité, fut le second axe de mobilisation d'une section présente dans toutes les campagnes électorales : locales, cantonales, régionales, législatives.

La ténacité a fini par payer et n'en restera pas là. «L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 reste une date mémorable. Pour la première fois, nous votons pour la victoire».

La nouvelle loi proportionnelle aux municipales de 1983 ouvrit les portes du conseil à 4 élus de gauche dont l'indissociable tandem Crochet-Giner.

L'arrivée de Marin Tireau au cours des années 90 renforça l'influence et la crédibilité de la gauche locale.

Disparu prématurément en 2005, Marin a marqué profondément la vie de la section et de la ville grâce à ses compétences et à ses qualités humaines. L'hommage qui lui fut rendu par la population en témoigne.

Jacques Coignard a repris le flambeau de secrétaire d'une section qui entend être très présente dans les campagnes de 2007 pour Ségolène Royal et pour Clotilde Tascon-Mennetrier. Elle a d'ailleurs commencé par deux soirées, l'une à Vitré (10 novembre) et l'autre à Corps-Nuds (8 décembre) où Clotilde a décliné les axes de sa campagne devant une centaine de militants venus de toute la circonscription.

La section compte aussi dans ses rangs une conseillère régionale, Annie Le Poézat, dans l'opposition en 1998 puis dans la majorité menée par Jean-Yves Le Drian en 2004. Cette dernière échéance est porteuse d'espoir : la gauche a frôlé les 49%



au second tour à Vitré. Et elle était majoritaire à Châteauaubourg (58%) ou à Cornillé (50,5%)... Du jamais vu ! C'est dire le chemin parcouru depuis quarante ans.

La feuille de route des prochaines semaines et des prochains mois est donc toute tracée : présidentielle, législatives, municipales et cantonales ensuite en 2008 où le canton de Vitré-Est est renouvelable.

Le vent est à l'optimisme !

Contact :

Secrétaire de section

Jacques Coignard : 02 99 74 62 53

En janvier, notre candidate et notre parti demandent à chaque section d'organiser un débat participatif sur son territoire.

Les dates et lieux sont consultables sur le site fédéral ; tu peux aussi te renseigner au **02 99 31 61 00** pour les connaître.

LUNDI 22 JANVIER

• 20 h 30, à **La Baussaine** - Salle des Fêtes ; thème : Vie chère.

MARDI 24 JANVIER

• 20 h 30, à **Pipriac** - salle Chirpa - rue Chirpa ; deux thèmes : Vie chère et Excellence environnementale.
• 20 h 30, à **La Chapelle-des-Fougeretz** - salle du Conseil Municipal ; les quatre thèmes.

JEUDI 25 JANVIER

• 20 h 30, à **Mordelles** - salle des Familles - Ferme de la Biardais ; thème : Vie chère.

VENDREDI 26 JANVIER

• 19 heures, à **St-Ouen-des-Alleux** - Salle polyvalente dîner-débat autour des quatre thèmes.
• 20 h 30, à **Bain de Bretagne** - Centre Culturel du Clos Loisel - rue Hippolyte Filioux ; **Débat départemental participatif** sur le thème de l'**Education**.
• 20 h 30, à **Pacé** ; thème : Excellence environnementale.
• 20 h 30, à **Irodouër** - salle communale ; thème : Vie chère.
• en soirée à **Vezin-le-Coquet** - salle municipale.

SAMEDI 27 JANVIER

• 15 heures, à **Rennes** - rue Duhamel - au bar *Scaramouche*

MARDI 30 JANVIER

• 19 h 30, à **Rennes** - quartier Cleunay ; thème : Egalité des chances à l'école.

SAMEDI 3 FÉVRIER

• 10 heures, à **Noyal-sur-Vilaine**.

LUNDI 5 FÉVRIER

• en soirée, à **Fougères** ; thème : «Les pratiques artistiques à l'école».

MARDI 6 FÉVRIER

• en soirée, à **La Mézière** - salle du Conseil, Mairie ; thème : Vie chère.

MERCREDI 7 FÉVRIER

• 20 h 30, à **Plélan-le-Grand** ; thème : «Le monde agricole».

JEUDI 8 FÉVRIER

• 20 h 30, à **Betton** - salle polyvalente de la Mairie ; débat à partir des propositions remises par les citoyens.
• 20 h 30, à **Chantepie** - le Kiosque, avenue des Deux-Ruisseaux ; thème : Lutte contre toutes les formes de violence.

Fin janvier et début février, des débats sont prévus à **Acigné, Liffré, Redon, Rennes** quartier Lorient.

MERCREDI 31 JANVIER

Commission Entreprises.

JEUDI 1^{er} FÉVRIER

Commission Santé.

MERCREDI 28 FÉVRIER

Commission Education.

Ces réunions ont lieu à 20 h 30 au local fédéral.